L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 22 OCTOBRE 1881. 55me Année.

Bradburn, Bonnet & Cie., Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.

SAMEDI, 22 OCTOBRE 1881.

Vente faites aujourd'hui, à la Bourse d'Encan St Charles, dans la Succession de feu Edgard St Charles.

PAR SPEAR & ESCOFFIER—Avec le consentement des parties, le célèbre restaurant Zemdro, situé dans la ville de Milneburg, sur le lac Pontchartrain ; magnifiques terrains à bâtir rue Montégut, entre Rampart et Casa, Troisième District.

PAR A. SELLE—Grande vente importante sans aucune réserve ou limite de dix-huit terrains dans le Troisième District et le voisinage immédiat de l'école McDonogh No 12 et du marché Masserty. Ces terrains sont convenables pour résidence de familles, jardinier et laitier.

Les officiers fiscaux de l'Etat.

La convention d'amenseurs, de collecteurs et de shérifs, qui s'était réunie ici, conformément à l'invitation faite par le gouv. Wiltz, pour conférer sur les nombreux défauts du bill de revenu, s'est ajournée, après avoir nommé un comité composé de trois représentants des diverses sections de l'Etat, y compris la paroisse d'Orléans, lequel comité devra recevoir toutes recommandations, observations ou suggestions provenant des contribuables, amenseurs et collecteurs, relatives aux lois sur le revenu, pour les soumettre en résumé au gouverneur qui les recommandera lui même à l'assemblée générale. A ces trois membres sont adjoints l'auditeur et le Trésorier d'Etat.

Par conséquent la discussion est encore ouverte, et tout contribuable de toute classe, fermier, commerçant ou industriel, peut y prendre part en n'oubliant par écrit ou comité telles remarques ou suggestions qu'il croira utiles. Ce comité est composé d'hommes représentant tous les districts agricoles de la Louisiane, le côté nord de la Rivière Rouge et le côté ouest de Ouachita, le côté nord de la Rivière Rouge et le côté est d'Ouachita, la paroisse d'Orléans, la paroisse St Landry, les paroisses de la Floride, tous les districts enfin, producteurs de coton, de sucre, de riz et de maïs.

Pendant cette session de deux jours, la convention a été fort occupée, et personne ne pourra dire qu'elle a perdu son temps. Les discours qui ont été prononcés devant elle, avaient tous un grand intérêt, par ils se composaient de faits et d'arguments, et tout cela nous a paru avoir été présenté avec beaucoup de franchise, sans dissimulation et sans crainte. Aussi s'est-il fait de grandes révélations sur les opérations de l'assessement dans les campagnes. Des assessements monstrueux par leur inégalité ont été mentionnés. Nous en citerons un qui n'est pas une exception, mais au contraire qui paraît être la règle, et d'après lequel on pourra juger des parts énormes que l'Etat a dû subir non pas seulement pendant une année ou deux mais depuis nombre d'années, car nous sommes convaincu qu'il en a été à peu près toujours ainsi, à l'époque de l'esclavage tout aussi bien qu'après l'abolition, mais plus aujourd'hui que jamais. Voici le fait dont il s'agit:

M. John Barnside, le millionnaire décédé il y a quelques mois, avait fait offrir par un agent le prix de $250,000 pour la plantation de Houma, paroisse de Terrebonne. Elle fut vendue $251,000 et n'a jamais été portée sur les rôles d'assessement au-dessus de $51,000. Perte pour l'assessement de l'Etat et de la paroisse, $200.000. L'acquéreur ne payait donc qu'un cinquième de la taxe légale et constitutionnelle. Beaucoup d'autres opérations aussi inégales ont été rapportées, mais le plus souvent relatives à de grandes propriétés. Quant aux propriétés de peu d'étendue, il paraît qu'elles ont toujours été assessées à leur pleine valeur, car il y a eu peu de révélations à ce sujet, ce qui fait que les petites propriétés payent pour les grandes, autrement dit, ce qui fait que les pauvres payent pour les riches.

Ainsi il est prouvé aujourd'hui que l'article de la Constitution qui décrète impérativement que les taxes seront égales et uniformes, n'est et n'a jamais été qu'un vain mot. Les pertes pour l'Etat sont réellement incalculables, l'abus, comme nous l'avons dit, remontant à on ne sait quel nombre d'années. Il ne faut donc pas s'étonner que l'assessement général en Louisiane soit descendu un instant de 300 à 50 millions. Il est cet vrai qu'il faut distraire de ces 300 millions l'impôt sur les esclaves qui ne sont plus taxés puisqu'il n'y en a plus. Mais cet impôt était moins fort qu'on ne pense, attendu que chaque propriétaire d'esclaves n'en déclarait jamais plus que le tiers ou la moitié.

En lisant ce compte rendu des séances de la Convention, on s'étonnera naturellement de ce que ces déconstitutions viennent justement des assesseurs qui auraient dû mettre un terme aux abus, puisqu'ils les connaissaient. Sans doute, mais les assesseurs se défendent en disant qu'ils ne pouvaient faire mieux, avec le système d'arbitrage établi par la loi pour la protection des contribuables. Ces arbitres, étant nécessairement des propriétaires eux-mêmes, sontionnant invariablement l'estimation ou la déclaration des contribuables contestants, ce qui fait que l'estimation de l'assesseur est toujours rejetée. L'assesseur n'a pas plus de chance devant les tribunaux, attendu que les tribunaux, devant se laisser conduire par les témoignages, confirment toujours le jugement des arbitres.

Si les choses en restent ainsi, et l'on n'en peut douter puisqu'elles sont sanctionnées par les officiers fiscaux eux-mêmes, il sera bien difficile d'arriver à une réforme équitable dans l'assessement des valeurs imposables. On ne peut pas laisser les contribuables à la merci des assesseurs ; il faut absolument que ces contribuables aient une protection quelconque, et nous n'en voyons pas de meilleure que celle qu'a été instituée par la législature. Les propriétés doivent être estimées par ceux qui sont réputés devoir les connaître et non par des étrangers qui [illegible]. Il faut donc lui [illegible] cette justice, qui satisfera les contribuables, tout en prenant à l'Etat la part que l'Etat doit avoir dans les revenus des paroisses. Quand la différence est légère entre l'estimation de l'assesseur et celle du contribuable, nous comprenons que les arbitres penchent volontiers du côté du contribuable, surtout quand il s'agit d'une estimation relative à une petite propriété ; mais quand il s'agit de cent mille ou de deux cent mille piastres nous ne comprenons pas que des arbitres se laissent séduire par un sentiment de protection qui viole à ce point les termes de la constitution et les règles de la plus vulgaire justice.

La convention a traité en même temps la question des licences, et il nous les assesseurs ont trouvé matière à critiquer. Non seulement la loi est détestée en elle-même, mais elle est tromperie d'une manière générale, et le moyen qu'on en use est à peu près nul à côté de ce qu'il serait si la loi était respectée. Les assesseurs sont obligés de s'en rapporter à la déclaration des parties, et si ces parties ne déclarent rien, ils n'écrivent rien sur leurs registres. La loi du Revenu divise les taxes de licence en onze classes, et il y a une telle distance entre ces classes que beaucoup de gens échappent au maximum de la taxe en déclarant un chiffre de recettes inférieur à un autre de quelques piastres, même d'une piastre seulement ; chaque imposition se conduisant ainsi à l'égard de la classe à laquelle il devrait appartenir ne paye que la taxe appartenant à une classe inférieure, ce qui fait perdre à l'Etat un revenu considérable.

Il faudrait multiplier ces classes presque à l'infini, ou les abolir tout à fait, ou leur substituer une manière plus exacte d'estimer les recettes des maisons de commerce. Il résulte du système actuel qu'on ne peut pas plus arriver à l'estimation des valeurs employées dans les affaires qu'on n'arrive à l'estimation des capitaux qui ne sont pas et qu'on ne déclare pas. On ne peut pas mieux arriver à l'estimation des objets mobiliers, la quotité de toutes ces valeurs dépendant entièrement de la conscience de ceux qui les possèdent. Aussi l'Etat en retire-t-il peu de chose.

Ces déclarations *ad libitum* sont le plus grand abus de notre système fiscal, abus abominable dont souffre incessamment seulement la propriété foncière. Celle là ne pouvantes cacher, supporte presque exclusivement le poids des charges publiques, quand toutes les autres propriétés y échappent, au moins dans la mesure de la bonne foi de ceux qui les détiennent. C'est pour remédier à ces difficultés que, dans d'autres pays, on a imaginé une sorte d'impôt qu'on appelle *impôt indirect*, impôt au moyen duquel on arrive à une plus juste évaluation des redevances particulières envers l'Etat. Dans ce système, chacun est pris directement ou indirectement, et chacun est taxé dans la proportion vraie de ses ressources ou de son avoir.

Ici, nous avons demandé souvent que la propriété foncière fût épargnée et cela avec d'autant plus de raison que nous seulement elle est exposée tout entière à la vue des assesseurs, mais encore parce que les assesseurs sont disposés beaucoup trop à prendre sur elle la compensation du déficit que leur font subir les autres matières imposables. La limitation de la taxe foncière n'impose pas de borne aux officiers fiscaux ; plus la législature abaisse la taxe, plus l'assesseur la fait remonter à l'aide de ses opérations, ce qui annulle entièrement la protection que la Législature a voulu donner à la propriété foncière.

Il n'a pas été question dans les débats de la convention du mode de taxe en vigueur à la Nlle-Orléans, et à ce sujet aucune révélation n'a été faite, toujours par suite de cette insouciance profonde que les campagnes ont toujours eue pour ce qui regarde notre ville. Il leur semble que les abus qu'elles ne veulent pas permettre pour elles sont de droit à l'égard de la Nlle-Orléans, en matière de taxes et de charges de tous genres. Qu'elles soient dégrevées, c'est tout ce qu'elles demandent, dût notre ville en être de nouveau la victime ! N'a-t-on pas vu déjà pendant plus de dix ans, l'assessement total de l'Etat descendre à 150 ou 170 millions, quand l'assessement de la ville, à lui seul, était à 120 et même à 130 millions, ce qui ne laissait pour la part des campagnes que 40 ou 50 millions de propriété taxables ? Il y a là une injustice criante et que l'on ne saurait trop dénoncer à la conscience publique.

Plusieurs assesseurs ont demandé la création d'un bureau d'égalisation. Si ce bureau pouvait égaliser quelque chose, ce serait un grand bien. Mais quelle assurance aurait-on que ce bureau voudrait mieux que le bureau des assesseurs lui-même ? Trouverait-on pour le composer d'autres hommes que ceux d'aujourd'hui qui dénoncent eux-mêmes les abus qu'on voudrait faire cesser ? Les égalisateurs auraient-ils plus de pouvoir que les assesseurs et feraient-ils ou pourraient-ils faire différemment et mieux ? On ne saurait le supposer, car il faudrait les prendre là où l'on prend les assesseurs, sans les affranchir des règles auxquelles ces derniers sont soumis. Selon nous, une création d'égalisateurs ne serait qu'un changement d'assesseurs, sans plus d'énergie, sans plus de lumières et sans plus de puissance. Les assesseurs déjà également tant qu'ils [illegible], mais, de leur aveu, ils n'atteignent pas le but.

La convention a terminé ses discussions en déposant sur la table une résolution demandant une convocation de la législature en session extraordinaire.

(Correspondance de l'Abeille.)

Vermilionville, 19 octobre 1881.

Messieurs les Editeurs de l'*Abeille*, Nlle-Orléans,

Messieurs,

Nous sommes arrivés au 19 octobre 1881.

Il y a aujourd'hui 44 ans qu'un grand malheur frappa la Louisiane. Toutes les cannes à sucre, patates douces et bien d'autres végétaux furent détruits par la gelée.

Le 16 octobre 1837, une brise fraîche du Sud, chargée de toutes les vapeurs du Golfe du Mexique, fondit sur nous et nous inonda d'un torrent de pluie, pendant près de trois jours.

La paye était couvert d'eau, quand dans la nuit du 18 au 19, le vent passa brusquement au Nord et le froid devint si intense, que toute végétation fût à peu près détruite par la glace.

Les nombreux champs de cannes à sucre furent les plus maltraités.

Il me semble voir encore cette magnifique récolte, changée subitement en un massif de bâtons d'un jaune pâle. Et puis, quelques jours après, à ce froid terrible, succéda un véritable printemps.

Les cannes à sucre se gâtèrent, la fermentation s'en suivit et bientôt tous les champs en habitèrent une odeur fétide de vinaigre en putréfaction.

Mais, dira-t-on, à quoi bon nous fatiguer d'un tel récit ? Je répondrai, que ce qui est arrivé en 1837, peut arriver encore, et que tous ceux qui, en moment où j'écris ces lignes, ont des champs de cannes, feront bien de se tenir sur leurs gardes, car de grands froids s'étant déjà fait sentir en Virginie et dans les deux Carolines.

J'espère avoir bientôt, Messieurs les Editeurs, un sujet plus gai à traiter. Un typhon a vaguer est, dit-on, sur le point d'entreprendre les voyages entre le haut de la Mermentaux et les Grandes Chemins.

Ce sera un grand bonheur pour les habitants du Grand Cotage, Opelousas, Ville-Platte, etc., qui, après avoir souffert de ces désastreux vents, voudront aller reprendre leurs forces sur les bords du Golfe du Mexique, moyen moins pareil pour rétablir les forces d'un convalescent.

J'aurai une bonne occasion pour vous donner quelques nombres bords de la rivière Vermilionnes, de vous montrer les riantes rives des deux nombreux du Lac Arthur, et puis, après avoir parcouru le long et tortueux canal qui sépare le Lac de cotal que l'on nomme pompeusement le "Grand Lac" vous montrer ce pays extraordinaire, sa sol richissime, qui est connu sous le nom des " Cambes-Chemins.

En attendant ce jour si désiré, je termine en vous saluant cordialement.

J. B.

—P sur le fein, rien n'égale le Bitter Malakoff

A la cour d'assises.

Le pénitencier à l'accusé d'un ton sévère :

—Vous avez été déjà condamné trois fois.

L'accusé, avec un légitime orgueil :

—Toujours avec des circonstances atténuantes!

Le capitaine Eads.

Nous avons souvent exprimé l'admiration que nous inspire le génie entreprenant du capitaine Eads, et nous n'avons jamais mis en doute le succès de son projet de chemin de fer pour le transport des navires d'une rive à l'autre de l'Isthme de Tehuantepec. Il vient de traverser la Nouvelle-Orléans, en route pour le Mexique. Il a souvent exprimé sa confiance entière dans le succès de son entreprise qui sera une des merveilles accomplies par la science de nos jours. Il paraît qu'il est en mesure de commencer les travaux.

Le célèbre ingénieur est né de Beethoven, que le professeur Weber a fait répéter avec le soin qu'il apporte à toutes les répétitions, sera chantée, demain dimanche, à 10 heures, à l'Eglise de l'Immaculée Conception, rue Barcane. Le professeur donnera une nouvelle preuve de son talent d'accompagnateur dans l'exécution de la plus grande des compositions modernes.

Hand Book of the textile industry.—Nous voilons de parcourir le manuel de l'industrie textile ou du tissage dans les Etats-Unis, contenant des articles descriptifs et de statistique sur l'industrie des fariques de coton, de laine et de soie, de bonneterie, des machines pour marchandises tricotées, etc.... écrit par les autorités les plus prominentes sur les matières textiles, et compilé par les hommes attachés à la publication du Bulletin des marchandises sèches. Ce manuel contient sur les fabriques américaines de très intéressants renseignements. Le bureau du Bulletin est à New York, Ouest-Broadway, au coin de la rue Thomas.

Le "London News" du 19 sept, dit que l'émigration de sujets anglais se prend de plus larges proportions que jamais. Le steamer Teutonia, parti dernièrement de Liverpool, avait à bord 63 fermiers en destination pour le Texas, et le steamer St-Louis, parti quelques jours après le Teutonia, importait 400 émigrants pour le même Etat.

Le sénateur Beck, du Kentucky, a revenu le comité exécutif chargé des améliorations à opérer dans le cours du Mississipi par de ses affluents, que ses devoirs comme sénateur l'empêchent de prendre part à leurs travaux. "Je regarde, dit-il, les améliorations à faire au Mississipi, de St-Paul à son embouchure, ainsi qu'à ses nombreux affluents, comme une des plus importantes questions nationales. La conservation des chemins de fer rend nécessaire les transports à bon marché, et le libre chemin ouvert par les rivières rend toute concurrence des voies ferrées sinon impossible au moins très difficile. J'espère pouvoir me faire entendre ici sur ces questions pendant l'hiver, si je ne puis être avec vous maintenant."

L'hiver s'annonce comme devant être rude dans le nord des Etats-Unis et dans le Canada. Dans la province de New Brunswick, il est tombé, en quelques heures, dix pouces de neige, et, cependant, les météorologistes s'obstinent à prédire une température modérée. Un de ces savants qui lisent dans l'avenir, Nonnor, donne les indications suivantes sur le temps futur:

Pendant le mois de novembre 1881, janvier et février 1882, période de temps doux dans une grande partie de l'Amérique du nord. Fortes gelées à la fin de novembre et au commencement de décembre. Vers les derniers jours de février 1882, vents et tempêtes. Le printemps sera froid et tardif. Peu de neige pendant l'hiver. La navigation ne sera presque pas interrompue à l'ouest du Canada et au sud des grands lacs. Pendant le mois de décembre, on doit s'attendre à de fortes tempêtes dans la région des lacs. L'été de 1882 sera peu favorable à l'agriculture ; il sera froid et humide. Il y aura de longues périodes de temps doux pendant l'hiver de 1881-1882, entremêlées de courtes périodes de temps très froid.

Nous avons déjà donné les prédictions du météorologiste Todd sur le même sujet. Les deux savants ne s'entendent guère. Et le professeur Tice, qui, depuis trop longtemps, a cessé de pronostiquer, va-t-il reprendre le cours de ses travaux et révéler au monde attentif les secrets de l'avenir dérobés aux autres sur lesquels il a toujours la lunette braquée ? Le professeur manque pour compléter la trilogie des Nostradamus américains.

La célébration de l'anniversaire de Yorktown touche à sa fin. Les fêtes ont été très brillantes. L'armée et la marine nationale y ont figuré avec éclat.

Les invités français et allemands vont profiter des loisirs que leur laissent les présentations officielles pour parcourir les Etats-Unis. Ils ont commencé par le Nord. Ils sont allés admirer les chutes du Niagara, et ils se disposent à continuer leur course à travers le pays. Nous avons suggéré à nos administrateurs municipaux l'idée de leur adresser une invitation à visiter la Nouvelle-Orléans. Invitons ne savons et une initiative a été prise à ce sujet, mais si rien n'a été fait, il est bien tard pour accomplir cet acte de haute convenance.

Les autorités anglaises procèdent, en Irlande, par de nombreuses arrestations. Presque tous les chefs de la ligue des terres, même ceux qui sont membres du Parlement anglais, ont été arrêtés et sont, à l'heure actuelle, dans les prisons d'Etat, mais l'agitation n'en continue pas moins plus intense que jamais.

Des donjons où ils sont enfermés, les agitateurs poussent encore le peuple à la résistance, et le peuple leur obéit. La lutte engagée se termine par le triomphe de l'insurrection ou l'écrasement complet du peuple. Les rigueurs datent de la reine Elisabeth, dont le haut fonctionnaire en Irlande, Sir John Davis, lui disait : "Votre Majesté a sous sa main la plus grande étendue de terres que jamais prince d'Europe ait jamais eue à sa disposition pour en gratifier ses amis." Ce fut alors que commença l'expulsion des anciens propriétaires remplacés par les favoris d'Elisabeth. A Connaugh, la résistance fut grande. A la date de 1576, le président anglais écrivit à la reine une lettre que l'histoire a conservée. "A N: 81, j'ai fait loi une marche militaire, et, trouvant que les procédés ouverts ne servirent à rien, j'ai pris la détermination de faut détruire par le fer et le feu, sans épargner ni jeunes ni vieux. J'ai brulé leurs récoltes et leurs maisons et passé au fil de l'épée tous les individus que l'on a pu trouver. On a ainsi égorgé (sic) (sic), entre autres soixante de leurs chefs les meilleurs."

Ceux qui, chez qui dominait le puritanisme d'alors et de la haine de la papauté, laissa subsister cet état de choses et ne mit une fin aux atrocités. Il ne faut pas que ce nouveau cabinet, et toutes les hypothèses mises en avant se réalisent, se présente à l'improviste devant la Chambre, et comme s'il sortait d'une boîte à surprises. Puisque ce cabinet est destiné à nous procurer cette stabilité gouvernementale qui a trop fait défaut en ces dernières années, ce doit s'efforcer de la faire naître dans ces conditions d'entente préalable, de mutuel accord, en dehors desquelles il n'y a pas d'établissement stable possible. La nouvelle de la démission du ministère et de l'appel par M. Grévy à un personnage politique chargé de former un cabinet devrait donc au devoir aux députés d'être le plus tôt possible présents à Paris, afin de pouvoir participer à toutes les entrevues nécessaires à la bonne constitution d'un gouvernement.

(*Le Temps.*)

Jeunes et vieilles gens faites nage d'un excellent fortifiant, le Bitter Malakoff.

Protection des fils télégraphiques.

La difficulté de protéger les fils télégraphiques contre les tourbillons de neige, s'accroît tellement d'année en année, tant en Angleterre qu'en Allemagne, que l'on semble déterminé à employer le système des fils souterrains. En Allemagne, ce système est mis en pratique dans un but militaire. Une dépêche de Berlin nous a informés que le réseau télégraphique souterrain, projeté il y a quelques années, vient d'être complètement terminé au prix de $7,500,000 francs.

Dans quelques districts de la Russie, on a aussi abandonné le système primitif des fils suspendus, mais ce n'est pas à cause de la neige ou par suite des exigences militaires. Dans les régions dépeuplées d'arbres, le paysan qui avait pu trouver appui à manquer de combustible ne peut plus résister à la tentation d'arracher les poteaux télégraphiques pour en faire du feu.

L'interruption des communications télégraphiques occasionnée par ces actes de dépréciation est si fréquente, que le gouvernement russe désirait sérieusement la question d'immerger les fils télégraphiques dans les rivières qui traversent le pays dans tous les sens.

La dépense sera importante ; mais, comme on sera le moyen le plus sûr et le plus économique, on y recourra dans les régions désboisées.

Salle de la Compagnie de pompe à vapeur Vigilant No 3 — coin Galvez et Tayon. Nlle-Orléans, 21 octobre 1881.—Les officiers et les membres de cette compagnie sont, par le présent avis, requis de se réunir à la susdite pompe, en grand uniforme aujourd'hui, samedi, à deux heures et demie de l'après-midi, pour rendre un dernier hommage de respect à leur frère défunt HENRY PETRIS, membre actif.

Par ordre de H. LUBBE, foreman,

WM A. GALBRAITH, secrétaire.

N. B—Le Département d'Incendie en général est très respectueusement invité à assister à cet enterrement.

CIMETIÈRE.

Grand assortiment de VASES DE TOUS GENRES,

A vendre par KUHNHERDT & BIENVENU, No 114 rue du Camp.

21 oct—7f

Nouvelle-Orléans, 20 octobre 1881.

A Son Excellence S. D. McEnery, Gouverneur de la Louisiane,

Cher monsieur,

Je viens prie d'accepter ma démission comme membre du Bureau de Santé, pleine qui, je vous l'assure, n'a pas été prendre une part active dans les travaux de ce bureau pendant la période la plus importante de son histoire. Mais d'un autre côté, on comprend qu'il puisse être procédé autrement. Si le président de la République pense que les élections générales lui ont fourni des indications suffisantes pour qu'il puisse, sans attendre une manifestation parlementaire, apprécier où est la majorité et constituer un gouvernement qui soit le représentant attitré de cette majorité, il peut assurément agir, au moment le plus convenable à son sens, de son droit constitutionnel de choisir ses ministres. C'est là précisément le rôle supérieur du chef de l'Etat d'être l'arbitre suprême entre les partis, de discerner où est la majorité—que cette majorité se soit affirmée dans des élections générales ou dans une discussion à la Chambre—et d'agir en conséquence. La révolution de M. Grévy, si telle elle est réellement, d'accepter, avant l'ouverture de la session, la démission du cabinet et de confier le soin de former un nouveau ministère à l'homme politique qui lui paraît avoir la confiance de la majorité, serait donc régulièrement correcte au point de vue du droit constitutionnel et parlementaire.

On ne saurait méconnaître, toutefois, que la constitution d'un nouveau ministère avant la réunion des Chambres présentera certaines difficultés. L'homme politique que M. Grévy chargera de composer un cabinet se trouvera en présence d'un certain inconnu. On peut se rendre compte assez facilement de l'esprit général de la Chambre nouvelle, mais cette Chambre, en somme, n'a pas donné un mesure. On ne peut avoir, à son égard, que des appréciations approximatives. Les élections n'ont-elles apporté aucune modification dans les sentiments des anciens députés ? Avec quelles nouvelles préoccupations arrivent les nouveaux élus ? Ce sont là des points sur lesquels des notions précises font encore défaut et sur lesquels il est important d'être fixé quand il s'agit de former un ministère. Pèse les quelques éléments que nous jouant nécessairement un grand rôle dans toute combinaison ministérielle. Ces questions nécessitent des pourparlers, une entente préalable avec les membres les plus en vue de la majorité, avec les chefs des différents groupes.

Un ministère formé sans préparation, sans consultation aucune, sans qu'on ait entretenu au préalable avec les députés qui doivent former le noyau de la future majorité, pourrait se heurter, dès son début, à de sérieuses obstacles. Il semble donc indispensable que le cabinet devancent, pour leur retour à Paris, le jour où ils seront officiellement convoqués, c'est-à-dire le 28 octobre, afin de pouvoir participer, dans la mesure de ce qui est possible et raisonnable, à la formation du nouveau cabinet. Il ne faut pas que ce nouveau cabinet, et toutes les hypothèses mises en avant se réalisent, se présente à l'improviste devant la Chambre, et comme s'il sortait d'une boîte à surprises. Puisque ce cabinet est destiné à nous procurer cette stabilité gouvernementale qui a trop fait défaut en ces dernières années, ce doit s'efforcer de la faire naître dans ces conditions d'entente préalable, de mutuel accord, en dehors desquelles il n'y a pas d'établissement stable possible. La nouvelle de la démission du ministère et de l'appel par M. Grévy à un personnage politique chargé de former un cabinet devrait donc au devoir aux députés d'être le plus tôt possible présents à Paris, afin de pouvoir participer à toutes les entrevues nécessaires à la bonne constitution d'un gouvernement.

(*Le Temps.*)

—Jeunes et vieilles gens faites nage d'un excellent fortifiant, le Bitter Malakoff.

—P sur le fein, rien n'égale le Bitter Malakoff

Six bill'ons gagnants.—Un de $20,000, deux de $10,000, un de $6,000 et deux de $2500. Le premier a été gagné par M. Schmitz de New Orleans, au nom du Colonel de l'Etat de la Louisiane, du 3 octobre dernier, et le montant en a été touché et transmis à Schmitz par M. Bonnaffé, banquier de la Banque Nationale d'Etat ; le second de $10,000 a été gagné par John C. Bischoff ook et H. D. Cooke Jr & Cie, banquiers, à Washington, D. C. Ce dernier billet a aussi été encaissé à l'un par M. Bonnaffé de la Banque nationale de la Louisiane, et l'autre par T. M. Wescoat, agent de l'Express du Sud à Nlle-Orléans.

Le quatrième a été gagné par Alexandre Dries, rue Division, New-York, qui en a fait faire le collection par M. Wescoat, agent de l'Express du Sud, le cinquième a été gagné par R. B. Howard, d'Atchafalaya, Mississippi, et collecté par R. E. Lagoste, de la banque nationale de la Louisiane, enfin le sixième a été gagné par M. C. Cooper, de New Orleans, et collecté par M. Wescoat, agent de la compagnie de l'Express du Sud. Tous ces billets ont été payés directement par la compagnie de loterie de l'Etat de la Louisiane, ou par ceux qui ont choisis sur la banque nationale de la Louisiane.

Boulangerie des Planteurs.—Ouverture d'un dépôt de boulangerie et d'un [illegible] No 119 de la rue de Chartres, et la propriétaire, Mme Jos Soule, y invite ses amis.

Un nouveau ministère en France.

Plusieurs journaux parlent, non sans vraisemblance, de la formation d'un nouveau ministère avant l'ouverture de la session. Quelques-uns même considèrent la chose comme certaine, et mettent déjà en avant toutes sortes de combinaisons ministérielles. Le seul point qui paraisse hors de toute contestation, c'est que le cabinet actuel ne restera pas aux affaires. Là-dessus il n'y a pas eu le moindre doute dans le monde politique depuis les élections générales. Toutefois, nos lecteurs se souviennent, on avait tout d'abord prétendu que la retraite du ministère et la constitution d'un nouveau gouvernement ne viendraient qu'après la réunion des Chambres et à la suite d'un débat parlementaire qui aurait permis de connaître avec précision les éléments de la majorité sur laquelle s'appuiera le futur cabinet. Cette marche avait paru à quelques esprits la plus logique, la plus conforme aux précédents. Mais, d'un autre côté, on comprend qu'il puisse être procédé autrement. Si le président de la République pense que les élections générales lui ont fourni des indications suffisantes pour qu'il puisse, sans attendre une manifestation parlementaire, apprécier où est la majorité et constituer un gouvernement qui soit le représentant attitré de cette majorité, il peut assurément agir, au moment le plus convenable à son sens, de son droit constitutionnel de choisir ses ministres. C'est là précisément le rôle supérieur du chef de l'Etat d'être l'arbitre suprême entre les partis, de discerner où est la majorité—que cette majorité se soit affirmée dans des élections générales ou dans une discussion à la Chambre—et d'agir en conséquence. La révolution de M. Grévy, si telle elle est réellement, d'accepter, avant l'ouverture de la session, la démission du cabinet et de confier le soin de former un nouveau ministère à l'homme politique qui lui paraît avoir la confiance de la majorité, serait donc régulièrement correcte au point de vue du droit constitutionnel et parlementaire.

On ne saurait méconnaître, toutefois, que la constitution d'un nouveau ministère avant la réunion des Chambres présentera certaines difficultés. L'homme politique que M. Grévy chargera de composer un cabinet se trouvera en présence d'un certain inconnu. On peut se rendre compte assez facilement de l'esprit général de la Chambre nouvelle, mais cette Chambre, en somme, n'a pas donné un mesure. On ne peut avoir, à son égard, que des appréciations approximatives. Les élections n'ont-elles apporté aucune modification dans les sentiments des anciens députés ? Avec quelles nouvelles préoccupations arrivent les nouveaux élus ? Ce sont là des points sur lesquels des notions précises font encore défaut et sur lesquels il est important d'être fixé quand il s'agit de former un ministère. Pèse les quelques éléments que nous jouant nécessairement un grand rôle dans toute combinaison ministérielle. Ces questions nécessitent des pourparlers, une entente préalable avec les membres les plus en vue de la majorité, avec les chefs des différents groupes.

Un ministère formé sans préparation, sans consultation aucune, sans qu'on ait entretenu au préalable avec les députés qui doivent former le noyau de la future majorité, pourrait se heurter, dès son début, à de sérieuses obstacles. Il semble donc indispensable que le cabinet devancent, pour leur retour à Paris, le jour où ils seront officiellement convoqués, c'est-à-dire le 28 octobre, afin de pouvoir participer, dans la mesure de ce qui est possible et raisonnable, à la formation du nouveau cabinet. Il ne faut pas que ce nouveau cabinet, et toutes les hypothèses mises en avant se réalisent, se présente à l'improviste devant la Chambre, et comme s'il sortait d'une boîte à surprises. Puisque ce cabinet est destiné à nous procurer cette stabilité gouvernementale qui a trop fait défaut en ces dernières années, ce doit s'efforcer de la faire naître dans ces conditions d'entente préalable, de mutuel accord, en dehors desquelles il n'y a pas d'établissement stable possible. La nouvelle de la démission du ministère et de l'appel par M. Grévy à un personnage politique chargé de former un cabinet devrait donc au devoir aux députés d'être le plus tôt possible présents à Paris, afin de pouvoir participer à toutes les entrevues nécessaires à la bonne constitution d'un gouvernement.

(*Le Temps.*)

Avis.

$50,000.

Nlle-Orléans, 15 octobre 1881.

Le soussigné certifie qu'il a eu en collection pour le compte de M. Schmitz 1449 rue Dauphine, N.O. J. G. Roux, Riverside, Md., un billet échéant le 3 octobre 1881, No 62,852, tirage à numéro simple, Classe "K" de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, qui a gagné le Premier Gros Lot de TRENTE MILLE PIASTRES, mardi, 11 octobre 1881, le dit billet ayant coûté la somme de Une Piastre au bureau de B. Frank Adams, 213 Broadway, New York, et que le montant lui en a été promptement payé par un chèque sur la Louisiana National Bank, sur présentation du billet aux bureaux de la Compagnie.

Nom : T. M. WESCOAT, agent,
Résidence : Compagnie de l'Express du Sud, Nlle-Orléans, Lou.

22 oct—2f FF

Avis.

$3,500

Nlle-Orléans, 18 oct. 1881.

Le soussigné certifie qu'il a eu en collection, pour le compte de E. E. Howard, Aberdeen, Miss., billet No 56,971 tirage à numéro simple, Classe "K" de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, qui a gagné le quatrième gros lot de Deux Mille Cinq Cents Piastres, le mardi, 11 octobre 1881. Le dit billet ayant coûté la somme de Deux Piastres, au bureau de M. A. Dauphin, Nlle-Orléans.

Le montant lui en a été promptement payé par un chèque sur la Louisiana National Bank, sur présentation du billet aux bureaux de la compagnie.

Nom : E. E. LEGETE,
Résidence : Comptoir de change de la State National Bank de la Nlle-Orléans, Lou.

22 Oct.—2f FF

Avis.

$10,000.

Nlle-Orléans, 15 octobre 1881.

Le soussigné certifie qu'il a eu en collection pour le compte de John D. Hackmeyer, New-York, le moitié du billet No 56,930 tirage à numéro simple, classe "K" de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, qui a gagné le Premier Gros Lot de Dix Mille Piastres, mardi, 11 octobre 1881, le dit billet ayant coûté la somme de Une Piastre au bureau de B. Frank Adams, 213 Broadway New York et que le montant lui en a été promptement payé par un chèque sur la Louisiana National Bank, sur présentation du billet aux bureaux de la compagnie.

Nom : T. M. WESCOAT, Agent,
Résidence : Agent du Southern Express Co.
Nlle-Orléans, La.

22oct—2f FF

Avis.

$10,000.

Nlle-Orléans, 21 octobre 1881.

Le soussigné certifie qu'il a eu en collection pour le compte de E. D. Clarke Jr & Cie, Opelousas, No 1429 F Street, Washington, D. C., la moitié du billet No 56,989, tirage à numéros simples, Classe "K" de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, qui a gagné le dernier gros lot de Dix Mille Piastres, le mardi, 11 octobre 1881, ledit billet ayant coûté la somme de Une Piastre, et que le montant lui en a été promptement payé par un chèque sur le New Orleans National Bank sur présentation du billet aux bureaux de la Compagnie.

Nom : T. M. WESCOAT, agent,
Résidence : Compagnie de l'Express du Sud, Nlle-Orléans, Lou.

22 oct—2f FF

Avis.

$5,000.

Nouvelle-Orléans, 15 octobre 1881.

Le soussigné certifie qu'il a eu en collection pour le compte d'Alexander Urion 54 1/2 rue Division, N.Y. et J. G. Roux, Riverside, Md., la moitié du billet No 62,852, tirage à numéros simples, Classe "K" de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, qui a gagné le Premier Gros Lot de Cinq Mille Piastres le mardi 11 octobre 1881, ledit billet ayant coûté la somme de Une Piastre chacun aux bureaux de M. A. Dauphin, Nlle-Orléans. Les acheteurs étaient Alexander Urion, 54 1/2 Division, New-York, et Jacob Stagney, 59 1/2 Hewes, New-York, et que les montants lui en ont été promptement payés par un chèque sur la Louisiana National Bank, sur présentation des billets aux bureaux de la Compagnie.

Nom : T. M. WESCOAT, agent,
Résidence : Compagnie de l'Express du Sud, Nlle-Orléans, Lou.

22 oct—2f FF

Avis.

$3,500

Nlle-Orléans, 18 oct. 1881.

Le soussigné certifie qu'il a eu en collection, pour le compte de E. E. Howard, Aberdeen, Miss., billet No 56,971 tirage à numéro simple, Classe "K" de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, qui a gagné le quatrième gros lot de Deux Mille Cinq Cents Piastres, le mardi, 11 octobre 1881. Le dit billet ayant coûté la somme de Deux Piastres, au bureau de M. A. Dauphin, Nlle-Orléans.

Le montant lui en a été promptement payé par un chèque sur la Louisiana National Bank, sur présentation du billet aux bureaux de la compagnie.

Nom : E. E. LEGETE,
Résidence : Comptoir de change de la State National Bank de la Nlle-Orléans, Lou.

22 oct—2f FF

Avis.

$2,500

Nlle-Orléans, 15 octobre 1881.

Le soussigné certifie qu'il a eu en collection, pour le compte de M. C. Carpet, No 245 rue de Argyle, Baltimore, Etat de Maryland, le billet No 51,927, tirage à numéro simple, classe "K" de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, qui a gagné le Quatrième Gros Lot de Deux Mille Cinq Cents Piastres, mardi, 11 octobre 1881, le dit billet ayant coûté la somme de Une Piastre au bureau de B. Frank Adams, 213 Broadway New York et que le montant lui en a été promptement payé par un chèque sur la Louisiana National Bank, sur présentation du billet aux bureaux de la compagnie